



Les leaders de l'opposition marchent main dans la main face à la police.



La police politique d'Ali Bongo prête à charger, était en alerte.

Orca Boudiandza Mouele

Les candidats de l'opposition à la prochaine élection présidentielle et les membres de l'Union Sacrée pour la Patrie (USP) ont organisé, conjointement, le samedi 24 juillet dernier, une marche pacifique pour contester la validation de la candidature d'Ali Bongo. En dépit de ce que la marche ait été annoncée par les membres de l'opposition comme étant une manifestation pacifique, la milice armée du pouvoir l'a réprimée avec une violence extrême.

Il est à peine 7 heures, le Rond-point de la Démocratie, lieu prévu pour le début de la marche, a été envahi par un cordon de la police lourdement armé. Comme si elle s'apprêtait à combattre des terroristes, la police a déployé, pour l'occasion, un arsenal répressif impressionnant.

Des camions anti-émeutes nouvelle génération, de nombreuses caisses de bombes lacrymogènes, des armes à feu et brigade canine ont été sortis pour l'assaut. La place prévue pour le rassemblement a été totalement minée. Les quelques personnes qui ont osé s'aventurer sur les lieux ont été très vite dispersées : « *circulez monsieur, ne vous arrêtez pas ici* », lance un policier prêt à mener, à son sens, « *la guerre du siècle* ».

Mais ce dispositif militaire aussi impressionnant qu'il puisse paraître n'a nullement effrayé les



Albert Ondo Ossa, quelques consignes avant la marche pour la liberté.

nombreux citoyens déterminés à marcher pour faire respecter la Constitution. Les marcheurs se sont rassemblés progressivement à l'Ancien Sobraga. Le siège de l'ADERE a fait désormais office de quartier général. Les leaders de l'opposition, progressivement, sont arrivés. Bruno Ben Moubamba, accompagné de toute sa famille (sa femme et ses deux enfants) a fait une entrée triomphale. C'est dire la volonté du

peuple du changement à faire respecter la Constitution. D'ailleurs, au regard d'une telle détermination, les forces de sécurité ont renforcé, dans le périmètre de l'Ancien Sobraga, leur dispositif. Une première unité a été disposée à l'Ancienne RTG, une autre déployée sur la route menant au boulevard triomphal. La gendarmerie, quant à elle, a disposé ses hommes aux entrées de l'Université. Le périmètre

bouclé, la marche s'annonçait inéluctablement étouffée. Mais n'empêche ! A 11h00, les leaders de l'opposition sont sortis d'une dernière réunion de concertation. Au sortir de celle-ci, la marche a débuté. Le Pr Albert Ondo Ossa a pris la parole pour donner quelques consignes : « *Nous allons marcher dans l'ordre. C'est un combat démocratique, nous devons marcher dans le strict respect de la loi.*

Deux groupés seront formés, dans un premier temps, les responsables politiques vont marcher vers la police, la foule suivra par la suite ». Aussitôt dit, le cortège des leaders s'est ébranlé : main dans la main, Zacharie Myboto, Léon Paul Ngoulakia, Pierre André Kombila Koumb, Victor Mouang Mbading, Didjob Divungui Di Dingue, Guy Nzouba Ndama, Casimir Ové Mba, Albert Ondo

Ossa, Noël Bertrand Boundzianga, Jean de Dieu Moukagni-Iwangou, Jacques Adhienot, Bruno Ben Moubamba, Philibert Andzembe, Jean Christophe Owono Nguema... a marché vers la police. Le peuple, en regardant ses leaders avancer, a scandé l'hymne national.

Mais les hommes en armes n'ont que faire de ce parterre d'hommes politiques qui marche pour la libération du pays. Sans sommation, la police a sonné la charge en lançant à leur endroit des bombes lacrymogènes. Le cortège de leaders a résisté en continuant à marcher. Les bombes lacrymogènes sont tombées davantage sur les marcheurs pacifiques. La fumée suffocante a entraîné le repli des marcheurs. Certains leaders se sont réfugiés dans des habitations privées. D'autres ont été rapidement exfiltrés.

Pendant près d'une heure, dans les alentours de l'Ancien Sobraga, la police, secondée par la gendarmerie, ont pourchassé les manifestants. Les hommes en armes n'ont pas hésité à rouer de coups ceux qui (malheureusement) ont été arrêtés. Les forces de l'ordre ont à nouveau réprimé avec sauvagerie, la marche vers la liberté. Elles confortent par cet acte le pouvoir d'Ali Bongo. Toutefois, le peuple du changement ne désespère pas et entend, dans les prochains jours, tenir d'autres manifestations de contestation. ■